

TLEMCCEN

Le suicide, un phénomène qui prend de l'ampleur

La fin du mois d'avril a été marquée par des événements dramatiques dans la capitale des Zianides. Le phénomène du suicide inquiète de plus en plus l'opinion publique.

En l'espace d'une semaine, trois personnes ont recouru à l'ultime acte de détresse en se donnant la mort de la manière la plus atroce : le suicide par pendaison. Le premier cas a été enregistré à Abou Tachafine. Le jeune Mohamed, 23 ans, orphelin de père et vivant seul avec sa mère dépressive, a choisi la tombée de la nuit pour partir en laissant sa mère seule et sans ressources. De son vivant, Mohamed faisait le dur travail de portefaix au marché de gros pour survivre.

Deux jours plus tard, c'est la population du faubourg Boudhène qui allait être réveillée par une terrible nouvelle. Une personne très connue dans ce quartier, et père de cinq enfants dont deux

jumeaux de 7 mois, a choisi le même destin que Mohamed. Il a préféré quitter ce monde aux premières lueurs de l'aube en choisissant un champ d'oliviers de Mansourah. Son corps balançait au bout d'une corde attachée à un arbre.

Dans la même journée, une autre nouvelle nous parvenait de la station balnéaire de Marsat Ben M'hidi ; le corps d'un malheureux a été retrouvé sans vie sur les rivages. Devant l'ampleur du drame, on se pose des tas de questions sur les causes réelles qui poussent les gens à renoncer au bien le plus précieux qu'est la vie. Les enquêtes ouvertes ne révèlent pas grand-chose, car les victimes ne laissent rien derrière elles ; elles emportent

leur secret dans leur tombe, muette à tout jamais. Toutefois, on ne peut ignorer certaines situations sociales qui sont à l'origine du suicide et malheureusement aucune étude sérieuse n'a été entamée pour étudier en profondeur sur ce qui s'annonce comme un véritable fléau du XXI^e siècle, et ce n'est certainement pas les fatwas et les prêches de circonstance qui vont mettre fin à cette tragédie qui menace en particulier les jeunes. La *harga* n'est-elle pas une forme de suicide ?

Lors d'un reportage que nous avons publié il y a presque un an, «Les rivages de la mort», nous avions posé la question à un groupe de jeunes qui s'apprêtaient à prendre le large en automne. La mer était déchaînée et l'embarcation qui ressemblait plutôt à une jonque chinoise n'était pas en mesure

de résister à la moindre vague. Notre question a surpris un jeune (ingénieur en informatique). Sa réponse était plutôt un message : «Nous aimons la vie, et ce n'est pas la mer qui aura notre peau en cas de naufrage.

Ce sont ceux qui nous ont poussés à partir qui sont responsables de notre mort.» En quittant cette plage tard vers le soir par un vendredi de l'automne 2008, nous avons gardé en mémoire le souvenir de ce jeune qui est parti non pas pour se suicider mais pour vivre tout simplement.

Nous avons appris depuis peu que cette «jonque» a coulé en haute mer. Partir c'est mourir un peu, dit-on. Ceux qui ont choisi de quitter ce monde ont accepté d'offrir leur vie en sacrifice sur l'autel du désespoir et de l'indifférence.

M. Zenasni

GUELMA

Vers le blocage de l'APC ?

Tout porte à croire que nous nous acheminons vers le blocage de l'APC du chef-lieu de wilaya Guelma composée de 23 élus à majorité FLN (6 élus), MSP (4 élus), RND (3 élus), Nahda et Islah (3 élus), FNA (2 élus), RCD (2 élus) et PT (3 élus), une commune mosaïque.

Il y a un mois, le P/APC FLNiste, Rachid Allami, avait décidé de geler les activités du vice-président Hacène Hamlaoui chargé de l'administration et des finances, sans motif, sans même la consultation de son conseil exécutif. Cette décision arbitraire du président de l'APC est à l'origine d'une grave crise politique au sein de l'assemblée. S'agissant d'un problème interne, l'élu exclu abusivement

par le P/APC, qui avait dénoncé une gestion opaque et accusait le maire de travailler en solo, nous dira que «les préoccupations des citoyens n'intéressent personne au sein du conseil communal». «Les élus du peuple n'ont d'autres soucis que leurs intérêts personnels, dilapider les deniers publics et régler leurs affaires», atteste notre interlocuteur, qui ajoute qu'«il y a des élus qui veulent profiter durant le mandat de 5 ans».

Cet élu FLNiste Hacène Hamlaoui, qui rompt la loi du silence, affirme agir qu'en tant qu'élu et représentant des citoyens et persiste à dénoncer une gestion opaque et accuse le P/APC, d'agir seul et de décider de tout, même de la délivrance des actes

de naissance, fiches individuelles et familiales, etc. «J'ai demandé, à maintes reprises, une audience au P/APC mais ce dernier refuse de me recevoir.

Si j'ai commis des fautes de gestion, qu'il me poursuive en justice. Mais il n'a aucun droit de geler ma signature, sans motif valable», conclut Hacène Hamlaoui, que nous avons rencontré, dimanche dernier, lors d'une réunion de la commission technique au siège de la mairie. Toutes nos tentatives de joindre le maire de Guelma, Rachid Allami, sont restées vaines. «Il est toujours absent», nous a répondu sa secrétaire, durant toute la journée d'hier !

A. Boudeffa

ÉLECTRO-INDUSTRIES D'AZAZGA Le conflit s'enlise

C'est, visiblement, l'enlissement dans le conflit qui oppose le syndicat (UGTA) à la direction de l'entreprise Electro-Industries (ex-Enel) d'Azazga, avec des pertes sèches pour sa trésorerie, suscitant la réaction d'une partie des travailleurs qui se disent non grévistes.

Alors que le syndicat a décrété une grève qui dure depuis près d'un mois, avec arrêt total de la production et fermeture de l'accès, des travailleurs qui se disent non favorables à la grève viennent de monter au créneau, faisant part de leur inquiétude pour l'avenir de l'entreprise. Dans une déclaration transmise à notre journal, ces travailleurs marquent leur désapprobation

face à une situation conflictuelle qui a pris à leurs yeux «un tournant qui remettra, inévitablement, en cause la pérennité de l'entreprise».

Ce qui semble inquiéter davantage ces travailleurs, c'est la fermeture de l'accès à l'usine en vigueur depuis le 18 avril, entraînant «une paralysie de toute l'activité d'où, s'alarment-ils, une perte sèche s'élevant à un milliard de

centimes par jour, une atteinte à la crédibilité de l'entreprise et à son image de marque vis-à-vis de ses fournisseurs et clients et, bien entendu, le non-paiement des salaires de tous les travailleurs», lit-on dans la déclaration qui indique que la substitution des grévistes aux agents de sécurité risque de compromettre la sécurité de l'outil de production et des travailleurs.

Les travailleurs non grévistes «exhortent» la Centrale syndicale, le SGP, tutelle de l'entreprise et pouvoirs publics «à intervenir

pour mettre fin à cet état de fait». De leur côté, les travailleurs grévistes n'ont pas manqué d'interpeller les pouvoirs publics. Ils alertent le Premier ministre sur «l'aggravation de la situation conflictuelle» qu'ils imputent au directeur général, «lequel refuse d'œuvrer à l'apaisement par son refus permanent de reconnaître les représentants des travailleurs et de ne pas respecter votre engagement pris en sa présence, à régler le conflit», dans une longue missive qui lui a été adressée.

S. A. M.

Le président de l'APC de Bouira nous écrit

Suite à l'article paru dans votre quotidien du vendredi 1^{er} - samedi 2 mai 2009 en page 8 «Brèves de Bouira», intitulé «Les habitants du quartier Krim-Belkacem protestent», j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les précisions suivantes :

1) Pour l'éclairage public notre équipe a intervenu sur place et a procédé au

réparations nécessaires et les travaux sont en cours.

2) Concernant le ramassage d'ordures ménagères, les habitants ont refusé de mettre devant leurs habitations les bacs à ordures. Pour cela une commission effectuera une sortie sur les lieux pour choisir et localiser les sites adéquats.

3) Pour ce qui est de la réfection de

cette route, le président de l'APC, et le jour de la réception de ces habitants, a instruit le directeur des réseaux de la commune de Bouira pour entreprendre les travaux de réfection de la route «nids-de-poule» et il les a informés que la commune de Bouira a transmis une fiche technique à la tutelle pour inscription du projet.

Le président de l'APC

BOUIRA

Le Cnapest sursoit à sa grève

Finally, la grève annoncée pour hier par le Cnapest de Bouira a été annulée lors de la réunion du conseil de wilaya. Lors d'un point de presse animé par le coordinateur de wilaya du Cnapest, Zoubir Messaoudi, et un membre du conseil national, Yacine Hamraoui, il a été longuement question des raisons qui ont amené le Cnapest à surseoir à cette grève. Ainsi, outre le fait que le Cnapest a toujours privilégié la voie du dialogue et favorisé la stabilité de la scolarité des élèves, il y a la décision du ministère de l'Éducation de mettre fin aux fonctions du secrétaire général et de le muter vers une autre wilaya, ainsi que ses engagements quant au départ des autres chefs de service impliqués dans les scandales qui avaient éclaboussé la DE durant l'été 2008. Selon nos deux interlocuteurs, la décision de temporiser sur les départs de certains chefs de service est dictée par les impératifs du moment, à savoir les dossiers d'intégration entre l'ancien et le nouveau statut, les mouvements et, enfin, les examens de fin d'année.

En outre, et côté local, les responsables du Cnapest, qui se sont entretenus avec le nouveau DE, ont eu des engagements fermes de celui-ci quant à la prise en charge de tous les problèmes en suspens au niveau local comme les arriérés de salaires, les problèmes d'intégration ainsi que les mouvements et les logements de fonction.

Aussi, suite à tous ces engagements, le Cnapest a décidé de surseoir à la grève d'aujourd'hui, mais tout en maintenant le sit-in prévu hier dans l'après-midi, et ce, rappelle Zoubir Messaoudi, «pour rappeler au ministère que malgré ces départs et son engagement à poursuivre l'assainissement du secteur de l'éducation dans la wilaya de Bouira, le Cnapest exige toujours la publication des résultats des enquêtes menées contre ces responsables de la DE ainsi que des sanctions à leur rencontre».

Y. Y.

Grève des travailleurs de la formation professionnelle

La grève à laquelle a appelé la fédération de wilaya du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, affiliée au Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), a été, selon ce syndicat, une réussite totale.

En effet, selon le Snapap, le secteur de la formation professionnelle a été totalement paralysé au niveau de la wilaya de Bouira, avec des taux de suivi atteignant 100% au CFPA Malika-Gaïd de Bouira, au CFPA de Haïzer, ainsi qu'au niveau du l'INSFP de Draâ-El-Bordj de Bouira.

Pour rappel, la revendication principale des travailleurs du secteur de la formation professionnelle est le retrait du nouveau statut de la formation professionnelle et son remplacement par un autre statut analogue à celui du secteur de l'éducation. Rappelons que pendant la journée, nous avons essayé de contacter le DFP de la wilaya de Bouira, pour avoir son avis sur cette grève ainsi que les taux de suivi, mais celui-ci étant absent pendant la majeure partie de la journée, son chef de service, malgré notre insistance, a déclaré être non habilité à nous donner des renseignements.

Y. Y.